

D 573 CUBA: FIDEL CASTRO A L'ONU

Le 12 octobre 1979, pour sa 34^e session, l'Assemblée générale des Nations Unies est au grand complet: Fidel Castro s'y présente comme président en exercice du Mouvement des non alignés, depuis le mois de septembre.

Son discours, remarqué, a surtout frappé par son réalisme: le noeud du problème du sous-développement est d'ordre financier et de volonté politique. C'est dire la nécessité de la relance du dialogue Nord-Sud.

Dans ce document, nous donnons le début et la partie finale du long discours de Fidel Castro.

Note DIAL

**DISCOURS DE FIDEL CASTRO
A LA 34^{eme} SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE
DE L'ONU**

(Intertitres de DIAL)

Très honorable Monsieur le Président,
Honorables représentants de la communauté mondiale,

Je ne suis pas venu parler de Cuba. Je ne viens pas faire au sein de cette Assemblée la dénonciation des agressions dont mon pays, petit mais digne, a été victime vingt années durant. Je ne viens pas non plus offenser chez lui le puissant voisin, avec des épithètes superflus. Nous avons été mandaté par la sixième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement du Mouvement des pays non alignés pour présenter devant les Nations Unies le résultat de ses délibérations et les prises de position qui en ont découlé.

Nous sommes quatre-vingt-quinze pays de tous les continents, qui représentons l'immense majorité de l'humanité. Nous sommes unis par la détermination de défendre la collaboration entre nos pays, le libre développement national et social, la souveraineté, la sécurité, l'égalité et l'autodétermination. Nous sommes associés dans l'effort pour changer le système de relations internationales actuel, fondé sur l'injustice, l'inégalité et l'oppression. Nous agissons en politique internationale comme un facteur global indépendant.

Réuni à La Havane, le Mouvement vient de réaffirmer ses principes et de confirmer ses objectifs.

Nous insistons, en tant que pays non alignés, sur le fait qu'il faut éliminer l'inégalité colossale qui sépare les pays développés des pays en voie de développement. Aussi luttons-nous pour supprimer la pauvreté, la faim, la maladie et l'analphabétisme dont souffrent encore des centaines de millions d'êtres humains. Nous aspirons à un nouvel ordre mondial, fondé sur la justice, l'équité et la paix, pour remplacer celui qui prévaut aujourd'hui, injuste et inégal, et qui, comme l'a proclamé la Déclaration de La Havane, "perpétue la concentration des richesses entre les mains de quelques puissances dont l'économie gaspilleuse de ressources subsiste grâce à l'exploitation de la main-d'oeuvre et au transfert ou au pillage des richesses naturelles et autres des peuples d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'autres régions du monde".

(La coexistence pacifique et les non alignés)

Parmi les problèmes que doit débattre l'Assemblée générale pendant cette session, la paix figure au premier rang des préoccupations. La recherche de la paix constitue aussi une aspiration du Mouvement des pays non alignés et la sixième Conférence lui a prêté attention. Mais la paix, pour nos pays, s'avère indivisible. Nous voulons une paix dont les avantages touchent pareillement les grands comme les petits, les puissants comme les faibles, qui s'étende à tous les confins du monde et qui profite à tous les citoyens.

Les pays non alignés estiment, depuis leur fondation, que les principes de la coexistence pacifique doivent être les fondements des relations internationales, qu'ils constituent la base nécessaire pour renforcer la paix et la sécurité internationales, atténuer les tensions, étendre ce processus à toutes les régions du monde et à tous les aspects des relations internationales, et qu'ils doivent s'appliquer universellement aux relations entre Etats. Mais le sixième Sommet a également estimé que ces principes de la coexistence pacifique comprennent de même le droit à l'autodétermination et à l'indépendance pour les peuples encore sous domination étrangère ou coloniale, la souveraineté et l'intégrité territoriale des Etats, ainsi que le droit pour chaque pays d'être assuré qu'il sera mis fin tant à l'occupation étrangère qu'à l'acquisition de terres par la force, et le droit de choisir son propre système social, politique et économique.

Ce n'est qu'ainsi que la coexistence pacifique pourra être la base de toutes les relations internationales.

Nous, pays non alignés, nous savons bien qui sont nos ennemis historiques, d'où viennent les menaces et comment nous devons les combattre. Aussi sommes-nous convenus à La Havane de réaffirmer que: "la politique du non alignement, conformément à ses principes d'origine et à son caractère fondamental, entraîne par définition la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, l'apartheid, le racisme, y compris le sionisme, et toutes les autres formes d'agression, d'occupation, de domination, d'ingérence ou d'hégémonie étrangère, ainsi que contre les politiques de grande puissance et de bloc".

Aussi comprend-on que la Déclaration de La Havane ait également associé la lutte pour la paix au "soutien politique, moral et matériel aux mouvements de libération nationale et (à) la réalisation coloniale et la discrimination raciale".

Pays non alignés, nous avons toujours accordé une grande importance à la possibilité et à la nécessité de la détente entre les grandes puissances. Aussi la sixième Conférence a-t-elle signalé avec une inquiétude profonde qu'après le Sommet de Colombo on a observé une certaine stagnation du processus de détente, qui continue d'être limité "tant dans sa portée que dans son extension géographique".

Poussés par ces préoccupations, les pays non alignés, qui ont fait du désarmement et de la dénucléarisation un de leurs objectifs permanents et les plus marquants de leur lutte et ont pris l'initiative de convoquer la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, ont passé en revue pendant leur Conférence les résultats des négociations sur les armements stratégiques et des accords SALT II. Ils estiment que ces accords constituent un pas important dans les négociations entre les deux principales puissances nucléaires et qu'ils pourraient préparer la voie à des négociations plus larges qui aboutiraient au désarmement général et à la diminution des tensions. Mais, pour les non alignés, ces traités ne représentent qu'une partie du trajet vers la paix. Quoique les négociations entre les grandes puissances constituent un facteur-clé dans ce processus, les non alignés ont réitéré que les efforts faits pour consolider la détente, l'étendre à toutes les parties du monde et éviter la menace nucléaire, le stockage d'armements et, en définitive, la guerre, sont une tâche à laquelle tous les peuples doivent participer et dans laquelle ils doivent exercer leur responsabilité.

(Fidel Castro passe en revue "les problèmes les plus pressants" d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Il s'attarde sur les mécanismes de dépendance dont souffrent les nations en développement et sur la nécessité d'un nouvel ordre économique international. Après avoir parlé de l'énergie, il expose les objectifs que se sont fixés les pays non alignés pour modifier l'actuel état du monde. Il poursuit:)

Mais le développement, Monsieur le Président, et messieurs les représentants, ce n'est pas seulement l'agriculture et l'industrialisation. Le développement, c'est fondamentalement l'intérêt pour l'être humain, qui doit être le protagoniste et la raison d'être de tout effort dans ce sens. Pour prendre l'exemple de Cuba, je signalerai qu'au cours des cinq dernières années, notre pays a investi en constructions pour l'enseignement une moyenne de presque 200 millions de dollars par an; en constructions et en achat d'équipements pour la santé publique, une moyenne de plus de 40 millions de dollars par an. Or, Cuba n'est que l'un des presque cent pays en développement et l'un des plus petits au point de vue de l'étendue et de la population. Nous pouvons donc calculer que les pays en développement auront besoin, dans les domaines de l'enseignement et de la santé publique, de plusieurs autres dizaines de milliards de dollars annuels pour rattraper leur retard.

Voilà le grand problème auquel nous devons faire face. Or, messieurs, ce n'est pas seulement notre problème à nous, le problème des pays victimes du sous-développement et d'un développement insuffisant. C'est un problème de toute la communauté internationale.

(Une obligation historique)

On a répété plus d'une fois que nous avons été poussés au sous-développement par la colonisation et la néo-colonisation impérialiste. Nous aider à sortir du sous-développement est donc, en première instance, une obligation historique et morale de ceux qui ont tiré profit du pillage de nos richesses et de l'exploitation de nos hommes et de nos femmes pendant des dizaines d'années, voire pendant des siècles (applaudissements). Mais c'est en même temps la tâche de l'humanité tout entière, et c'est bien ainsi que le sixième Sommet en a pris acte.

Les pays socialistes, qui n'ont pas participé au pillage du monde, ne sont pas responsables du phénomène du sous-développement. Néanmoins, cette obligation de nous aider à le surmonter, ils la comprennent et l'assument conformément à la nature de leur système social où la solidarité internationaliste est une prémisse.

De même, quand le monde espère que les pays en développement producteurs de pétrole contribuent aussi au flux international de ressources qui grossira le financement extérieur pour le développement, il ne le fait pas en fonction d'obligations et de devoirs historiques que personne ne pourrait leur imposer mais comme espoir et devoir de solidarité entre pays sous-développés. Les grands pays exportateurs de pétrole doivent être conscients de leur responsabilité.

Même les pays en développement jouissant d'un niveau plus élevé doivent apporter leur contribution. Cuba, qui ne parle pas ici au nom de ses intérêts et ne défend pas un objectif national, est prête à contribuer dans la mesure de ses forces en envoyant des milliers ou des dizaines de milliers de coopérants: médecins, enseignants, ingénieurs agronomes, économistes, techniciens moyens, ouvriers qualifiés et autres.

Il est donc temps de nous atteler en commun à la tâche de tirer des peuples entiers, des centaines de millions d'êtres humains, du retard, de la misère, de la dénutrition, de la maladie, de l'analphabétisme, qui les empêchent de jouir dans leur plénitude de la dignité et de l'orgueil de se dire des hommes (applaudissements).

Il faut donc organiser les ressources pour le développement, et c'est là notre obligation commune.

Il y a, Monsieur le Président, tant de fonds spéciaux, multilatéraux, publics et privés, dont l'objectif est de contribuer à tel ou tel aspect du développement, qu'il soit agricole ou industriel, ou qu'il s'agisse de compenser les déficits des balances de paiements, qu'il ne m'est pas facile, en portant à la connaissance de la 34^{ème} session de l'Assemblée générale les problèmes économiques discutés au sixième Sommet, de formuler une proposition concrète pour l'établissement d'un nouveau fonds.

Mais il ne fait aucun doute que le problème du financement doit être discuté à fond et dans toute son étendue, afin d'y apporter une solution. Outre les ressources déjà canalisées par les différentes banques, les organisations de crédit, les organismes internationaux et les organes financiers privés, il nous faut discuter et décider comment, au seuil de

la prochaine Décennie pour le développement, inclure dans sa stratégie cette contribution additionnelle de 300 milliards de dollars au minimum aux valeurs réelles de 1977, distribués en tranches annuelles non inférieures à 25 milliards dès les premières années, afin de les investir dans les pays sous-développés (applaudissements). Cette aide doit se traduire en dons et en crédit sans conditions léonines, à long terme et à taux d'intérêt minimes.

(Des écoles plutôt que des armées)

Il est indispensable de mobiliser ces fonds additionnels, comme contribution du monde développé et des pays possédant des ressources au monde sous-développé, ces dix prochaines années. Si nous voulons la paix, ces ressources seront nécessaires. Sans ressources pour le développement, il n'y aura pas de paix. Certains penseront que c'est beaucoup demander; je pense que ce chiffre est encore modeste. Selon les statistiques, comme je l'ai exprimé en inaugurant le sixième Sommet des pays non alignés: "Avec 300 milliards de dollars, on pourrait construire en un an 600.000 écoles pouvant recevoir 400 millions d'enfants; ou 60 millions de logements confortables pour 300 millions de personnes; ou 30.000 hôpitaux équipés de 18 millions de lits; ou 20.000 usines pouvant employer plus de 20 millions de travailleurs; ou irriguer 150 millions d'hectares de terres qui, avec les moyens techniques adéquats, pourraient alimenter un milliard de personnes. Voilà ce que gaspille l'humanité tous les ans dans le domaine militaire. Sans parler de l'énorme quantité de ressources humaines en pleine jeunesse, de ressources scientifiques et techniques, de combustible, de matières premières et autres biens. Voilà le prix faramineux qu'il faut payer parce qu'il ne règne pas dans le monde un véritable climat de paix et de confiance".

Les Etats-Unis dépenseront à eux seuls en activités militaires, durant la décennie 1980-1990, six fois cette somme.

Nous demandons pour dix ans de développement moins que ce que les ministères de la Guerre dépensent en un an et bien moins du dixième de ce qui sera dépensé en dix ans à des fins militaires.

La demande pourra sembler irrationnelle à certains; ce qui est vraiment irrationnel, c'est la folie de notre époque et les risques qui pèsent sur l'humanité.

L'énorme responsabilité d'étudier, d'organiser et de répartir ces ressources doit incomber à l'Organisation des Nations-Unies. C'est la communauté internationale elle-même qui doit se charger de gérer ces fonds dans des conditions d'égalité absolue pour chacun des pays, qu'ils soient bailleurs de fonds ou bénéficiaires, sans conditions politiques et sans que le montant des dons ait quelque chose à voir avec le pouvoir de vote pour décider de l'opportunité des prêts et de la destination des fonds.

Bien que le montant des ressources doive être évalué en termes financiers, il ne doit pas se limiter à cela. Il peut se composer également d'équipements, d'engrais, de matières premières, de combustible, d'usines clefs en main, évalués selon les termes du commerce international. L'aide en personnel technique et la formation de techniciens doivent être aussi comptabilisées comme une contribution.

Nous sommes convaincus, Monsieur le Président et messieurs les représentants, que si le Secrétaire général des Nations Unies, assisté du Président de l'Assemblée, mettant en jeu le prestige et le poids de cette organisation, bénéficiant en outre, d'emblée, du soutien que les pays en voie de développement et, plus encore, le Groupe des 77 donneraient à cette initiative, réunissait tous les facteurs dont nous avons fait mention pour amorcer des discussions dans lesquelles il n'y aurait pas de place pour l'antagonisme dit "Nord-Sud" ni pour le soi-disant antagonisme "Est-Ouest", mais où assisteraient toutes les forces mues par une tâche commune, par un devoir commun et par un espoir commun, cette idée que nous présentons maintenant devant l'Assemblée générale pourrait être couronnée de succès.

Parce qu'il ne s'agit pas d'un projet dont bénéficieraient seuls les pays en voie de développement: toutes les nations en bénéficieraient.

(La justice et non l'aumône)

En tant que révolutionnaires, nous ne craignons pas l'affrontement. Nous avons foi en l'histoire et dans les peuples. Mais, en tant que porte-parole et interprète des sentiments de quatre-vingt-quinze pays, nous avons la responsabilité de lutter pour la collaboration entre les peuples. Et de cette collaboration, si elle se réalise sur des bases nouvelles et justes, tous les pays qui constituent aujourd'hui la communauté internationale bénéficieront, et en bénéficiera également la paix mondiale.

Le développement peut être à court terme une tâche incluant des sacrifices apparents, voire des dons qui pourraient sembler irrécupérables. Mais le vaste monde qui vit à l'heure actuelle dans le retard, sans pouvoir d'achat, extrêmement limité dans sa capacité de consommation, apportera par son développement des centaines de millions de consommateurs et de producteurs, les seuls capables de remettre sur pied l'économie internationale, y compris celle des pays développés qui engendrent et subissent aujourd'hui la crise économique.

L'histoire du commerce international a démontré que le développement est le facteur le plus dynamique du commerce mondial. La plus grande partie des échanges actuels se fait entre pays totalement industrialisés. Soyons certains que plus l'industrialisation et le progrès s'étendront dans le monde et plus le feront également les échanges commerciaux, au profit de tous.

Voilà pourquoi nous réclamons au nom des pays en voie de développement et nous plaidons la cause de nos pays. Mais ce n'est pas une aumône que nous réclamons. Si nous ne trouvons pas de solutions adéquates, nous serons tous victimes de la catastrophe.

Monsieur le Président, honorables représentants, on parle fréquemment des droits de l'homme, mais il faudrait aussi parler des droits de l'humanité.

Pourquoi certains peuples doivent-ils aller nu-pieds pour que d'autres roulent dans des voitures de luxe? Pourquoi certains ne doivent-ils vivre que trente-cinq ans pour que d'autres en vivent soixante-dix? Pourquoi certains doivent-ils être misérablement pauvres pour que d'autres soient exagérément riches?

Je parle au nom des enfants qui dans le monde n'ont même pas un morceau de pain (applaudissements); je parle au nom des malades qui n'ont pas de médicaments; je parle au nom de ceux auxquels on a refusé le droit à la vie et à la dignité humaine.

Certains pays ont un débouché sur la mer, d'autres non; certains disposent de ressources énergétiques pour produire des aliments, d'autres non; certains possèdent des terres abondantes pour produire des aliments, d'autres non; certains sont tellement saturés de machines et d'usines qu'on ne peut même plus y respirer l'air de leur atmosphère empoisonnée (applaudissements), d'autres ne possèdent que leurs bras décharnés pour gagner leur pain.

Bref, certains pays possèdent d'abondantes ressources alors que d'autres ne possèdent rien. Quel est le sort de ces derniers? Mourir de faim? Rester éternellement pauvres? A quoi sert la civilisation, alors? A quoi sert la conscience de l'homme? A quoi servent les Nations Unies? (applaudissements). A quoi sert le monde? On ne peut parler de paix au nom des dizaines de millions d'êtres humains qui, tous les ans, meurent de faim ou de maladies curables dans le monde entier! On ne peut parler de paix au nom de 900 millions d'analphabètes!

(La seule solution possible)

L'exploitation des pays pauvres par les pays riches doit cesser! Je sais que, dans de nombreux pays pauvres, il y a aussi des exploités et des exploités. Je m'adresse aux pays riches pour qu'ils contribuent. Je m'adresse aux pays pauvres pour qu'ils distribuent!

Assez de paroles. Des faits! (applaudissements). Assez d'abstractions. Des idées concrètes! Assez parlé d'un nouvel ordre économique international spéculatif que personne ne saisit (rires et applaudissements); parlons d'un ordre réel et objectif que tout le monde comprenne!

Je ne suis pas venu ici comme prophète de la révolution; je ne suis pas venu demander ou souhaiter que le monde se convulse violemment. Je suis venu parler de paix et de collaboration entre les peuples, et je suis venu avertir que si nous ne trouvons pas de solution pacifique et sage aux injustices et aux inégalités actuelles, l'avenir sera apocalyptique (applaudissements).

Le bruit des armes, du langage menaçant, de l'arrogance dans l'arène internationale doit cesser. C'en est assez de croire que les problèmes du monde peuvent se régler avec des armes nucléaires! Les bombes pourront tuer les affamés, les malades, les ignorants, mais elles ne pourront tuer la faim, la maladie, l'ignorance. Elles ne peuvent non plus tuer la juste rébellion des peuples, et le cataclysme emporterait aussi les riches, qui sont ceux qui ont le plus à perdre en ce monde (applaudissements).

Disons adieu aux armes et consacrons-nous comme des personnes civilisées aux problèmes les plus écrasants de notre époque. Voilà la responsabilité et le devoir le plus sacré de tous les hommes d'Etat du monde. C'est en outre la prémisses indispensable de la survie de l'humanité.

Merci beaucoup. (Tous les présents, debout, applaudissent pendant plusieurs minutes.)

(Traduction Granma, n° du 21 octobre 1979)

Abonnement: France 170 F - Etranger 200 F par voie normale
(par avion, tarif sur demande selon pays)

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie CCFD

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441